

# L'Italie en campagne pour obtenir la présidence de la BCE

LE MONDE | 17.03.10 | 16h40 • Mis à jour le 17.03.10 | 16h40

Rome Correspondant

**C**ette fois, l'Italie ne veut pas rater le coche de la prochaine nomination. Même si le remplacement de **Jean-Claude Trichet** à la tête de la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas prévu avant 2011, quelques députés transalpins, appartenant aussi bien à la majorité qu'à l'opposition, ont décidé d'entrer en campagne pour soutenir la candidature du président de la Banque centrale d'Italie, **Mario Draghi**.

Un appel adressé au président du conseil italien, **Silvio Berlusconi**, circule en ce moment dans les travées du Parlement. *"Nous considérons indispensable, écrivent ses promoteurs, que notre pays propose unanimement la candidature de M. Draghi. Avoir des Italiens capables et estimés à la tête des institutions européennes est vital pour l'image et l'influence de notre pays. Pour l'Italie, ce sera en outre l'occasion de sortir de son repli sur les questions internes."*

La candidature de M. Draghi n'a pour l'instant été évoquée que de manière officieuse par le ministre des affaires étrangères, **Franco Frattini**, et le ministre de l'économie, **Giulio Tremonti**. M. Berlusconi a, quant à lui, expliqué que *"le moment n'est pas venu de le faire"*. *"La décision, a-t-il ajouté, sera prise par les instances européennes dans dix-huit mois. Je ne crois donc pas qu'il soit tactique de formuler une candidature aujourd'hui."*

En 2009, M. Berlusconi a soutenu la candidature de **Mario Mauro** à la tête du Parti populaire européen (PPE), puis celle de Massimo D'Alema au poste de haut représentant aux affaires étrangères de l'Union européenne. Il a même envisagé la nomination de M. Tremonti à la tête de l'Eurogroupe. Trois tentatives, trois échecs. *"L'Italie souffre de sa mauvaise réputation et nous nous y sommes pris beaucoup trop tard, explique Sandro Gozi, député du Parti démocrate (PD, centre-gauche). C'est pourquoi il faut que nous intervenions avant que Paris et Berlin se mettent d'accord entre eux."*

La partie est loin d'être gagnée cette fois encore. M. Draghi va se heurter à la concurrence du président de la Bundesbank, **Axel Weber**, et à la règle non écrite selon laquelle si le président de la BCE est issu de l'Europe du Nord, son vice-président doit représenter l'Europe du Sud. Or c'est un Portugais, **Victor Constancio**, qui a été désigné le 15 février à ce poste.

## "L'homme de la lire"

Cependant, toutes les lignes du curriculum vitae de ce Romain de 62 ans sont en adéquation avec le poste (diplômé du MIT, directeur du Trésor chargé des privatisations et président du conseil de stabilité financière). Toutes sauf une : de 2002 à 2005, il a été président de **Goldman**

**Sachs** Europe, banque privée américaine très mal vue depuis les révélations (notamment dans la presse allemande) de son rôle dans le maquillage de la dette grecque.

Et c'est justement ce "point faible" que bombarde la presse allemande. Le 11 mars, le tabloïd *Bild* a présenté les deux candidats à la succession de M. Trichet avec un titre sans équivoque : *"Pourquoi cet Allemand doit devenir chef de la BCE et cet Italien à aucun prix."* Le journal le plus lu d'Allemagne explique qu'Axel Weber *"a grandi avec une monnaie forte"* alors que de son côté Mario Draghi est *"l'homme de la lire !", "la monnaie avec un nombre infini de zéros..."*.

Le porte-parole de la **Banque d'Italie** a assuré dans une déclaration écrite que M. Draghi n'avait *"rien à voir avec les opérations concernant la Grèce faites avant (son) arrivée chez Goldman Sachs"*. De son côté, M. Berlusconi n'a pas répondu à l'appel des parlementaires italiens.

**Philippe Ridet (avec Cécile Calla à Berlin)**